

L'ADMINISTRATION BUSH II

Elliott Abrams, le « gladiateur » converti à la « théopolitique »



Le nouveau numéro 2 du Conseil national de sécurité, Elliott Abrams, est un néoconservateur de toujours. Mis à l'écart à la suite de l'Irangible, où il était gravement compromis, il s'est recasé dans un think-tank religieux où il a développé une étrange doctrine d'alliance des intégrismes juifs et chrétiens. Il a discrètement fait son retour dans l'ombre de Condoleezza Rice pour fermer le front palestinien et préparer l'attaque de la Syrie.

page 2

Les Européens face à la « guerre à la tyrannie »

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Commentant la visite de Melle Rice en Europe, les analystes pro-états-uniens espèrent que la nouvelle stratégie de « guerre à la tyrannie » permettra un retour de l'Europe dans le giron de Washington. Pour Timothy Garton Ash cela relève de l'évidence : les pays arabes ne pouvant pas se réformer seuls, la démocratie doit venir de l'extérieur et compte tenu de l'ampleur de la tâche, il faut une coopération états-uno-européenne.

page 8

REPÈRE : 22 JANVIER 1905

Dimanche rouge à St-Petersbourg

Le Dimanche 22 janvier 1905, à Saint-Petersbourg, devant le Palais d'Hiver où réside Nicolas II, 100 000 grévistes manifestent en silence et sans armes, en portant des icônes du tsar. Enmenés par un mystique populiste, le pope Gapone, la foule veut rencontrer le chambellan afin de lui transmettre une supplique au souverain. Mais le chef de la garde a reçu l'ordre direct du tsar de ne laisser passer personne. Il fait aligner ses soldats qui ouvrent le feu à l'improviste, faisant des centaines de morts. Gapone s'enfuit en criant « *Il n'y a plus de Dieu, ni de tsar* ». Il alimentera la propagande montrant le tsar en « *père dévoyé qui massacre ses enfants au lieu de leur donner du pain* ». Ce « *dimanche rouge* » marque le début de la Révolution de 1905 qui obligera Nicolas II, à accorder de très larges concessions aux réformistes. Mais elles sont insuffisantes pour calmer l'agitation ouvrière. Très vite, face aux grèves et émeutes, le tsar restaurera l'autocratie, alimentant le ressentiment qui permettra, 10 ans plus tard, de faire triompher la révolution bolchévique. ■



VIDÉO : BOMBARDEMENTS PAR LA RÉSISTANCE DE BASES ÉTATS-UNIENNES EN IRAK

Dans notre édition spéciale « Janvier en Irak », nous reproduisons les dépêches de Mafkarat al-Islam annonçant chaque jour des « bombardements sur des bases états-uniennes » de la Résistance à l'aide de roquettes « Grad » ou « Katyusha ». L'absence d'images pour appuyer ces informations, et le caractère surréaliste de ces publications par rapport aux dépêches de l'establishment médiatique ont fait douter nombre de lecteurs, à juste titre d'ailleurs.

Pour remédier à ce fâcheux vide médiatique, les différents groupes de la Résistance, qui ne sont pour l'instant pas unis sous un commandement unique pour des raisons stratégiques notamment, diffusent de plus en plus d'images de leurs opérations. Celles que nous vous proposons ici en [téléchargement](#) montrent des attaques à la roquette contre des bases états-uniennes dans la période du 8 au 12 février 2005. On peut donc constater que ces hommes sont des militaires entraînés, non pas des terroristes isolés, qu'ils visent précisément des cibles militaires à l'aide d'armes sophistiquées, plutôt que des civils aveuglément, comme le prétend la propagande états-unienne.

[Cliquez ici pour télécharger la vidéo](#) ■

L'administration Bush II

Elliott Abrams, le « gladiateur » converti à la « théopolitique »

Le nouveau numéro 2 du Conseil national de sécurité, Elliott Abrams, est un néoconservateur de toujours. Mis à l'écart à la suite de l'Irangate, où il était gravement compromis, il s'est recasé dans un think-tank religieux où il a développé une étrange doctrine d'alliance des intégrismes juifs et chrétiens. Il a discrètement fait son retour dans l'ombre de Condoleezza Rice pour fermer le front palestinien et préparer l'attaque de la Syrie.



Elliott L. Abrams est de retour. Lui qui avait été interdit d'accès aux bâtiments du Congrès en raison des faux témoignages qu'il y avait livrés au cours de l'Irangate, revient par la grande porte. Il vient d'être nommé n°2 du Conseil national de sécurité.

Né le 24 janvier 1948 à New York, dans une famille juive pratiquante, Elliott Abrams a suivi des études à Harvard, puis à la London School of Economics. Il devient alors assistant parlementaire du sénateur Henry « Scoop » Jackson (1975-76), puis du sénateur Daniel P. Moynihan (1977-79).



Henry « Scoop » Jackson

Leader du Parti démocrate, qu'il présida pendant la campagne de John F. Kennedy, le sénateur Jackson fut l'auteur d'une législation conditionnant le commerce avec l'Union soviétique à la levée des restrictions à l'émigration des minorités religieuses [1]. Cette pression favorisa en trente ans l'émigration d'environ 1,5 million de Soviétiques, dont 250 000 chrétiens et 250 000 juifs vers les États-Unis, et surtout 1 million de juifs vers Israël, assurant ainsi le peuplement de cette colonie qui ne comptait alors que 3 millions

d'habitants. Jackson, proche de l'avionneur Boeing, était le faucon des démocrates. Il s'était entouré d'une équipe de jeunes trotskistes, qui étaient entrés dans le parti et y avaient constitué une tendance, les sociaux-démocrates états-uniens (SD/USA). Parmi ces jeunes gens prometteurs, se trouvaient Douglas Feith, Abram Shulsky, Richard Perle, Paul Wolfowitz (actuel secrétaire adjoint à la Défense), Nathan Sharansky (actuel ministre israélien pour Jérusalem et la diaspora) et Elliott Abrams (nouveau conseiller national adjoint de sécurité) [2].

Abrams participe à l'administration des deux mandats de Ronald Reagan. Sur recommandation de Jeane Kirkpatrick [3], il est nommé assistant du secrétaire d'État (Alexander M. Haig) chargé des organisations internationales, en janvier 1981. Il organise alors le retrait des États-Unis de l'UNESCO [4] en dénonçant la « *politisation* » de l'organisation. Celle-ci a en effet tenté de remettre en cause le monopole des agences de presse occidentales qui imposent au monde leurs angles de vue.



Extrémiste ocuménique : dignitaire de l'Ordre de Malte et de l'Opus Dei, collaboratrice de la secte Moon. Représentante des USA à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, chargée de bloquer les résolutions en faveur des droits des Palestiniens.

En 1980, Abrams épouse Rachel Decter, la fille de Midge Decter en première noces et la belle-fille de Norman Podhoretz. Il entre ainsi dans le club fermé des journalistes néo-conservateurs. Il se voit ouvrir les colonnes de *Commentary*, l'influente revue de l'American Jewish Committee, et les tribunes du Committee for the Free World [5]

En décembre 1981, Elliott Abrams devient assistant du secrétaire d'État pour les Droits de l'homme et les Affaires humanitaires à la place de son ami Ernest W. Lefever, président de l'Ethics and Public Policy Center (EPPC), dont la confirmation avait été rejetée par le Sénat [6]. Abrams se focalise sur la dénonciation des persécutions religieuses en Iran contre la communauté Bahaia et en URSS avec le contrôle de l'Église orthodoxe par le Parti communiste. Surtout, il dénonce l'ONU qu'il accuse de légitimer l'antisémitisme en condamnant le sionisme [7]. Selon lui, les Nations Unies sont sous l'influence des 90 nations du Groupe des non-alignés, auprès desquelles l'OLP joue un rôle majeur. En faisant adopter par l'Assemblée générale, en 1975, une résolution qui assimile le sionisme à une forme de racisme, l'ONU aurait mis en cause « la

survie d'Israël et celle du peuple juif ».



Elliott Abrams supervise la création d'une nouvelle agence, chargée de poursuivre le travail de la CIA sans recourir à la violence : la National Endowment for Democracy (NED) [8]. L'idée est d'utiliser la promotion des Droits de l'homme pour s'ingérer dans les affaires intérieures des États et en prendre le contrôle. L'exemple, déjà ancien, du renversement de Mossadegh en Iran, avait

montré qu'il est possible de subvertir des États en corrompant des formations politiques et en payant des figurants pour organiser des manifestations. Abrams assure la liaison entre la NED et deux unités secrètes et illégales du Conseil national de sécurité : d'abord l'Office of Public Diplomacy, c'est-à-dire le Bureau de la propagande, dirigé par Otto Reich [9], puis le Project Democracy, chargé de fabriquer des groupes de pression amis sous l'autorité du colonel Oliver North.

En juillet 1985, Elliott Abrams est nommé assistant du secrétaire d'État (George P. Schultz) pour les Affaires inter-américaines. Au Chili, il tente de conduire le général Pinochet vers la sortie, sans perdre le contrôle du pays, sur le modèle de ce qui vient d'être réalisé avec l'éviction de Marcos aux Philippines et de Duvalier en Haïti. Mais en définitive, il estime difficile de corrompre les partis politiques d'opposition et renonce à la « démocratisation ». Elle ne sera réalisée que quatre ans plus tard.

Surtout, Elliott Abrams se lance à corps perdu dans l'opération de soutien aux Contras nicaraguayens et endosse le surnom de « *Gladiateur* ». Il est alors « *le pitbull de la politique de l'administration : "plutôt mort que rouge"* » [10]. Il agit en lien direct avec les conseillers de sécurité nationale successifs Frank C. Carlucci et l'amiral John M. Pointdexter, et leur âme damnée le colonel Oliver North. Mais bientôt éclate le scandale de l'Irangate. « *Les membres du Congrès se souviennent des comparutions rageuses d'Abrams lors des auditions parlementaires, défendant les escadrons de la mort et les dictateurs, déniaient les massacres, mentant sur les activités états-uniennes illégales de soutien aux Contras nicaraguayens. Abrams raillait ses critiques pour leur aveuglement et leur naïveté, ou les appelait les vipères* », raconte une éditorialiste du *Washington Post* [11]. Il sera ultérieurement poursuivi pour faux témoignage, à défaut de l'être pour sa responsabilité dans divers massacres au Honduras. Il plaidera coupable pour deux chefs d'accusation, échappant ainsi à la prison, et sera en définitive grâcié par le président Bush père, qui se protégeait ainsi lui-même de la suite de l'enquête.

De 1990 à 2001, Elliott Abrams occupa des fonctions dans divers think-tanks. D'abord dans un institut de futurologie, le Hudson Institute, alors présidé par Donald Rumsfeld et dirigé par sa belle-mère Midge Decter [12]. Puis, Abrams rejoint l'Ethics and Public Policy Center (EPPC), dont il a déjà été question. Il en prend la direction et y développe l'idée que les Droits de l'homme doivent devenir un « *outil diplomatique* » permettant aux États-Unis d'exercer des pressions sur les autres États. Il préconise particulièrement d'instrumentaliser

les atteintes à la liberté religieuse et finit par obtenir de l'administration Clinton la création d'une Commission sur la liberté religieuse dans le monde [13], dont il prend la présidence, en 1999.

Les théories d'Abrams ont été peu discutées aux États-Unis. S'inscrivant dans un courant majoritaire, il considère que c'est la foi religieuse qui assure le lien social.

L'agnosticisme et athéisme sont donc des menaces contre l'ordre social. La liberté de conscience et la laïcité, qui leur accordent droit de cité, sont des atteintes à la liberté religieuse et à la société toute entière. C'est aux religions qu'il appartient d'organiser l'espace public et au « peuple élu » de montrer la voie. Il écrit ainsi dans son ouvrage *Foi ou peur : Comment les*

juifs peuvent survivre dans une Amérique chrétienne [14] : « *Hors de la terre d'Israël, il n'y a pas de doute que les juifs, confiants dans l'Alliance entre Dieu et Abraham, doivent vivre séparés de la nation dans laquelle ils résident. C'est la vraie nature des juifs d'être séparés -excepté en Israël- du reste de la population* ». De même, il milite activement pour l'interdiction des mariages inter-religieux. Il s'ensuit que l'EPPC noue des contacts privilégiés avec des organisations fondamentalistes juives et chrétiennes, y compris avec l'Opus Dei qui est représentée dans son conseil d'administration par le professeur Mary Ann Glendon [15]. Pour Abrams, l'opposition entre les États-Unis et la France est fondamentale : elle réside dans l'antagonisme de leurs projets politiques qu'au XVIII^e siècle Thomas Paine avait déjà explicité [16] : si les États-Unis sont une nouvelle terre promise, la France laïque est une nouvelle Égypte. Il organise donc des auditions devant sa commission, au Congrès et à l'OSCE, pour dénoncer le « totalitarisme laïque français » qui persécute les adeptes de l'Église de Scientologie et encourage l'antisémitisme.

Abrams fréquente le Center for security Policy (CSP) où il côtoie aussi bien les autres néoconservateurs que ses collaborateurs les plus durs de l'administration reagan [17]

En 1997, Richard Perle (qu'il avait connu au cabinet du sénateur Jackson et suivi au CSP) le sollicite pour rejoindre un groupe de travail de l'American Enterprise Institute : le Project for a New American Century (Projet pour un nouveau siècle américain) [18]. Il s'y engage en faveur d'une attaque de l'Irak et de la Syrie. Pour le compte de ce groupe, il rédige un chapitre sur le Proche-Orient dans un livre-manifeste, intitulé *Les Dangers actuels* [19]. Dans ce document et dans quelques autres, il défend les thèses du Likoud : il n'y a pas de conflit israélo-palestinien, car les Palestiniens n'ont pas de revendications légitimes, mais un conflit israélo-arabe, car les Arabes sont viscéralement antisémites. Le processus d'Oslo est une manœuvre de Yasser Arafat pour conserver son pouvoir après l'effondrement de l'URSS qui le protégeait. Les Israéliens n'y ont adhéré que pour fermer un front secondaire et mieux faire face aux masses arabes. Mais il appartient aux États-Unis de venir en aide au peuple élu et de renverser ce rapport de force.



Sur la base d'un tel parcours et de telles conceptions, Elliott Abrams fait son retour dans l'administration avec George W. Bush. En 2001, le nouveau président le nomme au Conseil national de sécurité, assistant spécial de Condoleezza Rice chargé des Droits de l'homme ; puis, en 2002, assistant spécial chargé du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord. En fait de droits de l'homme, il supervise la tentative de coup d'État au Venezuela, pour renverser le président élu Hugo Chavez et y « rétablir la démocratie » face au bolivarisme [20]. Plus tard, au Proche-Orient, il propose de « démocratiser la Palestine » en éliminant les dirigeants du Hamas et Yasser Arafat et en plaçant Mahmoud Abbas au pouvoir. Les premiers seront assassinés, le second mourra d'une maladie inconnue et foudroyante, le troisième remportera des élections après que ses rivaux aient été dissuadés de se présenter. En fermant le front palestinien, il devient possible d'ouvrir le front syrien.

En octobre 2002, il explique devant un parterre de Scientologues et de Moonistes, réunis au sein de la Coalition internationale pour la liberté religieuse, que « *Les élites éduquées d'aujourd'hui, particulièrement à l'Ouest, sont toujours les enfants des Lumières* » [21], une philosophie honnie qu'il est temps d'éradiquer avant qu'elle n'éloigne l'homme de Dieu et le pousse vers le communisme.

En octobre 2003, il aide, avec Richard Perle et ses amis, à organiser le sommet de Jérusalem consacré à l'avènement de la « *théopolitique* » [22] : la lecture des Écritures enseigne aux sages la volonté de Dieu en politique.

Le président George W. Bush vient de nommer M. Abrams adjoint du conseiller national de sécurité Stephen Hadley [23]. Son programme : attaquer la Syrie baasiste en lui imputant un attentat [24] et transformer le Liban en État chrétien.

Thierry Meyssan

Journaliste et écrivain, président du Réseau Voltaire.

[1] Cette disposition est connue comme « l'amendement Jackson-Vanik » (1974).

[2] « *Les New York Intellectuals et l'invention du néo-conservatisme* » par Denis Boneau, *Voltaire*, 26 novembre 2004.

[3] Madame Kirkpatrick avait été la présidente des jeunes de SD/USA. Elle quitta le Parti démocrate pour devenir l'ambassadrice de Ronald Reagan à l'ONU.

[4] Ce retrait n'a été effectif qu'en 1984, il a été suivi de celui du Royaume-Uni. Celui-ci a réintégré l'UNESCO en 1988, et les États-Unis en 2002 après 18 ans d'absence

[5] L'essayiste français Raymond Aron deviendra le président d'honneur du Committee for the Free World et créera un équivalent de *Commentary*, la revue *Commentaire*. Cf « *Raymond Aron, avocat de l'atlantisme* » par Denis Boneau, *Voltaire*, 21 octobre 2004.

[6] À l'époque, diverses ONG avaient lancé une campagne mondiale de boycott de Nestlé pour protester contre sa politique agressive de destruction des économies du tiers-monde en faveur de la consommation de laits maternisés. L'OMS étudiait une réglementation internationale pour mettre fin aux agissements de la multinationale, dont les milliardaires français Liliane et André Bettencourt étaient les actionnaires de référence. Pour contrer le boycott, Nestlé engagea Ernest W. Lefever, qui finança et publia divers articles et brochures de défense de la multinationale. Ce rôle de lobbyiste ayant été éventé, le sénat rejetta la nomination de M. Lefever. Cf. *L'Empire Nestlé* par Pierre Harrison,

Éditions Pierre-Marcel Favre (Suisse), 1982.

[7] « USA ONU - L'ONU aide à légitimer l'antisémitisme, estime un responsable américain », AFP, 10 décembre 1984, 22h10 GMT.

[8] « **La NED, nébuleuse de l'ingérence démocratique** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 22 janvier 2004.

[9] « **Otto Reich et a contre-révolution** » par Arthur Lopic et Paul Labarique, *Voltaire*, 14 mai 2004.

[10] « Contra-Intuitive » éditorial de Mary McGrory, *Washington Post*, 8 juillet 2001.

[11] Ibid.

[12] Le conseil d'administration du Hudson Institute est alors composé de nombreux amis d'Elliott Abrams, dont Jeane Kirkpatrick (qui l'avait fait nommer dans l'administration Reagan) et Carl Gershman (président de la NED). On y trouve aussi les Français Alain Besançon et Jean-Claude Casanova (revue *Commentaire*).

[13] En 1997, la secrétaire d'État, Madeleine Albright, s'est adjoint un « Comité consultatif pour la liberté religieuse à l'étranger », composé de vingt leaders religieux américains, sous la présidence de John Shattuck. En 1998, elle s'est adjoint un « Représentant spécial pour la liberté internationale de religion », Robert Seiple. Sur pression du Congrès, le président Clinton a promulgué, en octobre 1998, une loi sur la liberté internationale de religion (International Religious Freedom Act), qui donne pouvoir au président d'appliquer des sanctions économiques et politiques à l'encontre des États coupables d'atteintes à la liberté religieuse.

[14] *Faith or Fear : How Jews can Survive in a Christian America* par Elliott Abrams, Free Press, 1997.

[15] Professeur de droit à l'université d'Harvard, Mary-Ann Glendon dirigea la délégation du Saint-Siège à la conférence de l'ONU au Caire. Elle devint par la suite la présidente de l'Académie pontificale des sciences sociales. En 2001, le président George W. Bush l'a nommée au Comité consultatif de bioéthique qu'il venait de créer.

[16] Le journaliste Thomas Paine fut à l'origine de la Révolution américaine avant de devenir député pendant la Révolution française. Dans son ouvrage sur les Droits de l'homme, il analyse les différences de conceptions entre les deux pays.

[17] « **Les marionnettistes de Washington** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 13 novembre 2002.

[18] « **L'Institut américain de l'entreprise à la Maison-Blanche** », *Voltaire*, 21 juin 2004.

[19] *Present Dangers. Crisis and Opportunity in American Foreign and Defense Policy*, Encounter Books, 2000. L'expression « dangers actuels » fait référence au Comité sur les dangers actuels que le sénateur Jackson anima pendant la Guerre froide.

[20] « **Opération manquée au Venezuela** » par Thierry Meyssan, *Voltaire*, 18 mai 2002.

[21] Cité dans « USA : promotion sectaire au nom de la liberté religieuse » par Michel Muller, *L'Humanité*, 18 novembre 2002.

[22] « **Sommet historique pour sceller l'Alliance des guerriers de Dieu** », *Voltaire*, 17 octobre 2003.

[23] « **Stephen Hadley, conseiller de sécurité national** », *Voltaire*, 16 décembre 2004.

[24] « **La cible syrienne** » par Paul Labarique, *Voltaire*, 27 janvier 2004

Les Européens face à la « guerre à la tyrannie »

Analyse

En pleine campagne de « containment » de la Fédération de Russie, Sergei Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères dénonce dans *Izvestia* les attaques contre son pays menées par les États-Unis et leurs alliés. Revenant sur les accusations de re-soviétisation, principal angle d'attaque contre la Fédération, il estime qu'elles jouent sur les incompréhension autour de la recomposition d'un État en déliquescence dans les années 90 et qu'elles n'ont pas lieu d'être, surtout venant d'un pays qui n'est pas non plus un modèle de démocratie. Ce débat est stérile et ne permet pas de résoudre les problèmes mondiaux. Jouant l'apaisement, il estime qu'il faut mettre en place un partenariat plutôt qu'un affrontement vain et affirme que les Russes ne veulent pas d'un retour à la Guerre froide.

Depuis la fin de la Guerre froide justement, on assiste à une lente érosion du bloc atlantiste et à une redéfinition des alliances. Aujourd'hui, pour des États comme la France ou l'Allemagne, le danger ne vient plus du bloc soviétique, désormais disparu, mais des visées impérialistes des États-Unis. Si la guerre au terrorisme a pu sembler pouvoir servir de ciment à une nouvelle alliance atlantique, elle n'a pas tardé à faire long feu. Aussi, les commentateurs atlantistes en Europe espèrent que la nouvelle doctrine de la « guerre à la tyrannie » permettra de rassembler à nouveau Washington et la « vieille Europe ». Pour eux, la visite de Condoleezza Rice en Europe sera un premier pas vers un retour de l'Europe dans le giron états-unien.

Dans une tribune diffusée par le *Guardian*, le *Los Angeles Times* et *The Age*, le chercheur de la Hoover Institution Timothy Garton Ash analyse la visite de Rice et la place de cette dernière et de l'Europe dans le second mandat Bush. Il approuve ce passage de la « guerre au terrorisme » à la « guerre à la tyrannie »,

mais il estime que les États-Unis ont tort de se concentrer trop sur le Moyen-Orient car la guerre à la tyrannie ne peut s'appuyer sur personne de fiable dans cette région (on retrouve là une adaptation du slogan israélien « il n'y a pas de partenaire pour la paix »). Comme le mouvement de démocratisation ne peut venir que de l'extérieur, il faut donc que les Européens soient associés à ce programme et que les relations transatlantiques soient restaurées.

Même son de cloche dans le *Washington Post*, avec son collègue de la Hoover Institution, Joseph Joffe, rédacteur en chef du très atlantiste *Die Zeit*. Certes, la fin de la Guerre froide a rendu l'alliance atlantique moins vitale, mais la guerre d'Irak a démontré que la France et l'Allemagne ne parviendront pas à détrôner les États-Unis de leur prééminence mondiale et que les États-Unis ne peuvent se passer des Européens au Moyen-Orient, il faut donc que les deux pôles de l'alliance se retrouvent. L'auteur se réjouit du bon accueil fait à Condoleezza Rice et estime que c'est elle qui doit désormais s'occuper des liens avec l'Europe et qu'il faut minimiser l'importance de l'épouvantail Rumsfeld.

De son côté, le chercheur français de la Brookings Institution, Justin Vaïsse, s'interroge dans *Le Monde* sur la façon dont les Européens peuvent appliquer les objectifs de la « guerre à la tyrannie » définie par les États-Unis. Partant du principe qu'il est du devoir des nations démocratiques de promouvoir la liberté et la démocratie dans le monde (et que cela est principalement vrai pour la France, héritière des Lumières), l'auteur développe un certain nombre de pistes qui permettra à l'Europe d'agir en complément de l'action des États-Unis. À aucun moment dans cette argumentation n'est posée la vraie question : l'Europe a-t-elle intérêt à suivre la politique définie à Washington ? En effet, la politique de « démocratisation » voulue par les néo-conservateurs (que l'auteur présente contre toute évidence comme des héritiers des Lumières !) ne vise qu'à constituer que des démocraties de nom, pas de fait, et à développer l'influence de Washington dans une région stratégique clé. Justin Vaïsse, comme il l'a fait avant la guerre contre l'Irak, évacue donc la vraie question pour convaincre son lectorat que l'entreprise coloniale états-unienne est à la fois une entreprise morale et va dans le sens des intérêts européens.

Cette logique est dénoncée par Melor Sturua dans *Moskovski Komsomolets*. Le journaliste russe voit dans cette entreprise de « démocratisation » l'application des principes trotskistes de « révolution permanente » à une politique impérialiste et rappelle que Paul Wolfowitz a commencé son parcours idéologique dans les milieux trotskistes. Toutefois, la principale caractéristique de la politique de l'administration Bush selon l'auteur est avant tout que ses principes sont à géométrie variable et que la démocratisation n'est qu'un outil au service d'une ambition hégémoniste, ainsi ce qui est toléré dans un pays ami ne l'est pas chez un adversaire.

Quoi qu'il en soit, les États-Unis n'ont pas attendu l'accord des Européens pour lancer la guerre à la tyrannie, mais pour que celle-ci soit efficace et reçoive un soutien populaire, il faut auparavant convaincre l'opinion internationale qu'il n'y a aucune chance que les pays pour lesquels on planifie des changements de régime « démocratiques » se réforment par eux-mêmes.

Dans une tribune largement diffusée par *Project Syndicate*, la chercheuse de Chatham House, Mai Yamani, applique cet argument à l'exemple saoudien. Elle affirme dans le *Korea Herald*, le *Daily Star*, le *Daily Times* et le *Jerusalem Post* que les élections municipales qui ont actuellement lieu dans le royaume ne sont qu'un leurre et qu'il n'existe aucun prince souhaitant réellement une réforme.

La conséquence logique est donc qu'une démocratisation de l'Arabie saoudite passe par la chute des Séoud.

Mais de quelle marge de manœuvre disposent réellement les pays arabes ? Quelle est leur possibilité d'action ? Martin Walker, directeur de l'agence de presse UPI, remarque en étudiant la question nucléaire iranienne dans *Alqods Alarabi* qu'au Moyen-Orient, les seuls pays disposant d'une marge de manœuvre et d'une capacité d'influence ne sont pas des pays arabes, il s'agit d'Israël, des États-Unis et de l'Iran.

Face à une alliance occidentale que certains rêvent de reconstruire, l'ancien secrétaire général des Nations Unies Boutros Boutros Ghali propose dans une interview à *Gulf News* de redonner une nouvelle forme au mouvement des pays non-alignés via son think tank, le South Center, et de réformer l'ONU pour la revitaliser. Il estime que l'ONU va mal, mais que ce n'est pas à cause des scandales affichés dans la presse. Le vrai problème est que son autorité a été bafouée par l'OTAN en Bosnie et au Kosovo, puis par les États-Unis en Irak.

Réseau Voltaire

Sergueï V. Lavrov



Sergueï V. Lavrov est ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

« Il n'y aura pas de retour à la Guerre froide »

Source : Izvestia

Référence : « » », par Sergeï Lavrov, *Izvestia*, 14 Février 2005.

Il n'y aura pas de retour à la « Guerre froide ». La Russie veut s'impliquer dans la résolution des problèmes internationaux et non s'imposer comme une puissance mondiale et étendre sa sphère d'influence. Les intérêts nationaux de la Russie, particulièrement dans le domaine de la sécurité, ne seront favorisés que par une coopération étroite avec le monde extérieur. C'est pourquoi nos efforts pour construire une Russie forte, unie, démocratique et libre, dont la communauté mondiale a besoin, passent par des relations extérieures responsables et stables. Pourtant, des voix dissonantes dans les médias européens et américains parlent de "refroidissement" des relations et essayent de nous faire porter le masque de l'ennemi.

Ce qui est étonnant dans la campagne anti-russe actuelle, contrairement à ce qui s'est passé durant la « Guerre froide », c'est qu'elle ne se fait pas sur fond de combat idéologique ou de concurrence militaro-politique, mais dans le cadre d'un partenariat dynamique entre la Russie, les États-Unis et l'Europe. Il faut mettre de côté nos différences et garder à l'esprit les intérêts stratégiques communs. Quelles sont les causes de ce rejet de la Russie ? Les récentes décisions concernant le rétablissement de l'unité et de la sécurité du pays ? Pourtant notre gouvernement est ouvert au dialogue sur les difficultés rencontrées aussi bien par les Américains que par les Européens face au retour

de la menace terroriste. L'administration américaine a pris des mesures administratives et pénales draconiennes envers ses citoyens, comme envers des étrangers qui font s'interroger beaucoup de gens sur la réalité du principe de société libre. Depuis quand une décision interne, prise par un état souverain, dans le cadre de sa constitution, pour lutter contre la délinquance financière ou réformer le mode d'élection des pouvoirs régionaux serait un motif de confrontation voir même de crise internationale ?

Le fait que dans certains pays, les bases juridiques du système de gouvernement n'aient pas été changées depuis des siècles ne signifie pas que le modèle démocratique est parfait. Malgré toutes ces attaques dans les médias, la Russie ne se laisse pas aller à d'irrationnelles humeurs anti-occidentales. Nous n'avons pas besoin de cette confrontation, la Russie va s'efforcer de régler ses problèmes socio-économiques, de s'intégrer dans la politique et l'économie mondiale tout en étant ouverte et prête au dialogue. Certains partenaires devraient se défaire de stéréotypes qui nuisent à la confiance réciproque.

La logique de coopération multilatérale est plus forte que la logique de confrontation et d'isolement. C'est pour cela que l'avenir lui appartient.

Timothy Garton Ash



Historien de la chute du communisme, Timothy Garton Ash est chercheur au St Antony's College d'Oxford et à la Hoover Institution de la Stanford University. Il est gouverneur de la Westminster Foundation for Democracy et l'auteur de *History of the Present*.

« Saisir le moment »

Source : The Guardian

, Los Angeles Times

, The Age

Référence : « Seize this moment », par Timothy Garton Ash, *The Guardian*, 10 février 2005.

« Rice's EU Charm Offensive », *Los Angeles Times*, 10 février 2005.

« Dr Rice goes on a charm offensive », *The Age*, 14 février 2005.

Condoleezza Rice a commencé une opération séduction en Europe : présentation élégante, discours plus nuancé, bref une musique plus douce que ce à quoi l'administration Bush avait habitué les Européens ces quatre dernières années. Toutefois, cette attitude mérite d'être étudiée attentivement.

D'abord notons qu'elle a de la chance, son discours conciliant à Paris a coïncidé avec la poignée de main entre **Ariel Sharon** et **Mahmoud Abbas** qui n'est pas seulement le fait de l'action des États-Unis. En fait, le président que sert Rice, **George W. Bush**, est inspiré par **Ronald Reagan** et, comme lui, il veut que son premier mandat où il a été diabolisé et présenté comme un président belliqueux soit suivi par un mandat qui l'inscrira dans l'histoire, comme un président qui a fait la paix et un défenseur de la liberté. Toutefois, Si Reagan a pu apparaître ainsi, c'est parce qu'en face il y avait **Mikhail Gorbatchev**, un homme disposé à faire la paix. Il est possible que le Gorbatchev de Bush s'appelle Abbas. Bien sûr ce n'est absolument pas comparable mais commençons au moins par les bonnes nouvelles, non ? On note un développement dans la politique états-unienne et un moment d'opportunité au Moyen-Orient et ces deux événements sont liés.

L'argument central de Rice est que le grand défi de notre époque trouve son

centre au Moyen-Orient et ne sera résolu qu'avec la libéralisation de la région. Après le 11 septembre, cette politique s'est traduite par une opération de police, mais aujourd'hui Rice met en avant les moyens politiques, économiques et culturels. On est passé d'une guerre au terrorisme à court terme à une " **guerre à la tyrannie** " à long terme, ce qui marque à la fois une transformation de la politique états-unienne, et de l'analyse de Mlle Rice qui est entrée dans l'administration Bush comme une réaliste et qui y a ajouté une dose d'idéalisme. Toutefois, cette politique, contrairement au second mandat Reagan se heurte à un problème important : Abbas n'est pas Gorbatchev, il n'est pas le dirigeant d'un pays post-totalitaire puissant mais le dirigeant d'un proto-État, et Bush n'est pas son principal interlocuteur : c'est Sharon. Bush et Rice vont également devoir faire face aux tensions avec l'Europe concernant l'Iran. Le second mandat Bush pourrait donc être celui de la fin de l'occident si les liens transatlantiques ne sont pas réparés.

Josef Joffe



Josef Joffe est rédacteur en chef de *Die Zeit* et chercheur à la Hoover Institution, à l'International Institute for Strategic Studies. Il est membre du conseil d'administration de l'American Institute for Contemporary German Studies.

« Transformer l'alliance atlantique »

Source : Washington Post

Référence : « Shifting Atlantic Alliance », par Josef Joffe, *Washington Post*, 14 février 2005.

La guerre entre la vieille Europe et l'Amérique est finie, mais la vieille amitié invoquée pendant des décennies fait désormais partie de l'Histoire. **Condoleezza Rice** est venue, a vu, a roucoulé mais elle n'a pas vaincu. Le duo anti-américain de 2002-2003, Paris et Berlin, l'ont accueilli chaleureusement mais ses déclarations en pouvaient rien contre les dures réalités qui nourrissent le conflit.

Depuis la chute de l'URSS, l'Europe occidentale n'a plus besoin de la protection de l'Amérique et l'Europe n'est plus une position stratégique aussi importante qu'avant pour Washington, en outre, le Gulliver américain n'est plus désormais entravé ou limité par une autre super-puissance. Si l'URSS existait encore, les États-Unis n'auraient pas pu attaquer l'Afghanistan et l'Irak. Ces trois facteurs ont transformé la coopération (et la dépendance) en concurrence et le plan franco-allemand est de lier à nouveau Gulliver qui lui cherche à s'affranchir de toutes contraintes. C'est ce qu'on a vu autour de la Guerre d'Irak. L'axe franco-allemand va continuer à s'opposer au mastodonte américain ; Paris et Berlin vont continuer à chercher des partenaires comme la Russie et la Chine pour cela. C'est toujours ce qui arrive quand il y a un trop grand écart de puissance entre la puissance des pays au profit d'un seul acteur.

Pourtant, les Européens ont compris qu'ils pouvaient défier mais non détrôner la superpuissance et les États-Unis ont compris qu'ils pouvaient détruire l'armée irakienne mais pas gagner la paix seule. Aussi est-ce le bon moment pour relancer les discussions. L'Europe et les États-Unis peuvent faire de grandes choses dans le Grand Moyen-Orient ou en Israël-Palestine en s'associant. C'est pourquoi la nouvelle secrétaire d'État a bien fait de choisir l'Europe pour son premier voyage.

Il faut plus de place pour Rice et moins pour **Donald Rumsfeld** dans la politique

Justin Vaïsse

Ancien rédacteur des discours au ministère français de la Défense (1998-1999), Justin Vaïsse est chercheur à la Brookings Institution, professeur d'histoire à l'Institut d'études politiques de Paris et chercheur au Centre d'Histoire de l'Europe du Vingtième Siècle. Il est co-auteur avec Pierre Hassner de *Washington et le monde*.

« Condoleezza et la démocratie, cinq pistes de réflexion »

Source : Le Monde

Référence : « Condoleezza et la démocratie, cinq pistes de réflexion », par Justin Vaïsse, Le Monde, 10 février 2005.

Le discours de **Condoleezza Rice** à Science-Po a été l'occasion de faire oublier sa déclaration d'avril 2003 " Pardonner à la Russie, ignorer l'Allemagne, punir la France " en parlant de réconciliation transatlantique, coopération, nouveau chapitre dans les relations franco-américaines et d'oubli du passé. Toutefois, le passé n'était pas vraiment oublié car le thème central du discours (le partenariat transatlantique pour promouvoir la démocratie) sonnait comme un reproche implicite à la France : Le renversement du tyran Saddam Hussein, puis la mobilisation démocratique massive des Irakiens bravant les attentats, le 30 janvier, pour aller voter, est-ce cela que la France a voulu empêcher en 2003 ? Il ne faut pas s'arrêter à ce dernier aspect toutefois car la secrétaire d'État a soulevé de vraies questions. Elle a rappelé que les États-Unis et la France, plus que tout autres nations, sont les porteuses de l'héritage des Lumières, que le credo néo-conservateur, selon lequel la démocratie est faite pour tous les peuples et toutes les religions, est aussi le nôtre et que nos ennemis sont les mêmes. Bien sûr, le discours de Rice, pas plus que celui du 20 janvier de **George W. Bush** ne peuvent être considérés comme des stratégies réalistes de politique étrangère car les États-Unis doivent s'allier avec des partenaires non-démocratiques dans la guerre au terrorisme mais ce dilemme est aussi le nôtre car nous avons les mêmes alliés. La vraie question à se poser est : quelle est la meilleure stratégie pour promouvoir la liberté ? Condi Rice a exposé la stratégie américaine, à nous de concevoir la nôtre.

Voici cinq pistes à explorer :

- ▶ Faut-il précipiter la démocratie de l'extérieur, y compris par les armes, ou favoriser son éclosion de l'intérieur, quitte à attendre très longtemps ? Les États-Unis ont adopté la voie des armes en Irak, mais aujourd'hui Condi Rice fait un parallèle avec la Guerre froide et donc implicitement référence au containment et du statu quo. Les Européens, eux, préfèrent la politique d'engagement, de pressions et de (souvent timides) conditionnalités pour transformer les régimes de l'intérieur, au risque que cette politique patiente n'ait que peu d'effets.
- ▶ Comment éviter que le messenger ne tue le message ? Aujourd'hui, l'aide des États-Unis aux dissidents les décrédibilisent mais côté européen, faut-il pour autant ignorer ces dissidents, paraître consentir à leur sort, ranger nos idéaux dans notre poche et n'indiquer qu'à mi-voix notre préférence pour une évolution démocratique ?
- ▶ Faut-il claironner la démocratie sur tous les toits, la mettre au cœur de nos relations extérieures, comme le font les Américains au risque de l'hypocrisie ? Si George Bush et sa secrétaire d'Etat parlent de liberté mais jamais de " Droits de

l'homme " dans leurs discours, c'est que ceux-ci s'appliquent à tous, même à leur administration, qui les a souvent oubliés. Les Européens préfèrent eux mettre en avant la force de leur exemple et veut promouvoir le multilatéralisme et du droit international pour développer la démocratie.

- ▶ Les Américains estiment que la " liberté " est la " clé " de la stabilité, du développement et de la justice. Les Européens disent que l'injustice rend la liberté impossible. Cette justice doit aussi être économique et les propositions de **Jacques Chirac** et **Tony Blair** à Davos vont dans ce sens.
- ▶ Enfin et surtout, s'ils veulent avoir une action efficace de promotion de la démocratie, Européens et Américains doivent s'accorder sur la priorité qu'ils veulent lui donner par rapport à d'autres objectifs politiques. Comment traiter de ce point face à l'Iran et la Chine ?

Melor Sturua

Ancien journaliste à *Izvestia* devenu célèbre en Russie pour ses articles pendant la perestroïka, Melor Sturua est chroniqueur dans de très nombreux quotidiens russes. Il enseigne et est membre du Hubert H. Humphrey Institute de Minneapolis.

« La grosse matraque de Bush »

Source : *Moskovski Komsomolets*

Référence : « », par Melor Sturua, *Moskovski Komsomolets*, 11 Février 2005.

Les trotskistes ont pris la Maison Blanche. _Les gens qui ne sont pas des américanistes expérimentés s'étonnent quand on leur dit que les penseurs de l'administration Bush sont des trotskistes. Il s'agit de membres du gouvernement, de politologues et de publicistes emmenés par le vice-secrétaire à la défense **Paul Wolfowitz**. Ils appliquent la théorie de la révolution permanente de Trotsky à la politique du président **George W. Bush**, contre ce qu'ils appellent " les forces du mal ". Cette doctrine, masquée sous l'appellation respectable de " combat contre le terrorisme international " doit mener à l'hégémonie de la Washington impériale.

A une époque, Washington a reproché au Kremlin, alors soviétique, d'être à l'origine de la théorie des dominos. La politique extérieure de Bush et sa ligne géopolitique tiennent aussi de la théorie des dominos et se font aussi " au nom de la liberté ". A la question de quelqu'un qui lui demandait pourquoi il soutenait certains " fils de putes " de généraux dictateurs en Amérique latine, Franklin Roosevelt répondit " parce que ce sont nos fils de putes ". Bush procède de même, il évince celui qui ne lui convient pas et ménage ceux qui font son affaire. Il est prêt à apporter la démocratie en Iran, mais pas en Arabie Saoudite ; en Syrie mais pas au Koweït. Il est inacceptable que l'Iran fabrique une bombe atomique mais pour le Pakistan, c'est d'accord. On pourrait dire que ce qui caractérise cette conduite, c'est qu'elle part du principe qu'il n'y a aucun principe.

Il y a une autre de ces forces du mal que les Américains n'osent pas nommer, c'est la Russie. Il ne peut pas y avoir d'attaque directe contre elle comme en Irak, c'est pourquoi on a ressorti cette vieille stratégie d'isolement qui sent bon la naphthaline. Les pays de l'aire post-traité de Varsovie vont être incorporés à l'OTAN, les pays de l'aire post-soviétique sont confrontés à des " révolutions colorées ". Tout cela pour provoquer une désintégration de la Russie à la

manière de l'URSS, ou sa capitulation inconditionnelle. La théorie de l'ingérence permanente des États-Unis dans les affaires internes de pays tiers est portée par la destinée messianique de Bush : il se pose en libérateur des peuples terrorisés. La prochaine cible est le potentiel nucléaire iranien, puis vient le changement de régime à Cuba, soit par la mort de Fidel Castro, soit par une variante cubaine de la " révolution orange ".

Napoléon lui aussi voulait libérer l'Europe de l'absolutisme même si c'était par la guerre. Il a provoqué une ère durable d'intenses réactions. Si on regarde l'Irak, la pratique de l'ingérence armée n'y affaiblit pas le terrorisme, elle l'y nourrit. La politique à l'égard de la Russie est tout aussi myope et contre-productive. Mettre la Russie à genoux, c'est provoquer les conditions d'une réaction dangereuse en générant des forces et mouvements nationalistes qui transformeraient le pays en un état-garnison. Seule une Russie forte peut se démocratiser. Ceux qui la rejettent ou la dénigrent affaiblissent sa position et donne du grain à moudre aux forces les plus réactionnaires au sein des organes de pouvoir qui sont à la recherche de tels arguments pour faire avancer leur contre-révolution.

Mai Yamani



Mai Yamani est chercheur au Royal Institute of International Affairs et du Centre of Islamic and Middle Eastern Law de la School of Oriental and African Studies.

« La réforme saoudienne ou les limites de la " démocratie participative " »

Source : Jerusalem Post

, Daily Star

, Korea Herald

, Daily Times

Référence : « Saudi reform, or the limits of 'participatory democracy' », par Mai Yamani, *Daily Star*, 8 février 2005.

« Toying with Mideast democracy », *Korea Herald*, 8 février 2005.

« Toying with democracy », *Jerusalem Post*, 9 février 2005.

« Toying with democracy », *Daily Times*, 14 février 2005.

La démocratie est supposée être en marche dans le Moyen-Orient, mais les dictateurs arabes ont peur de la vraie démocratie, c'est pourquoi ils construisent des systèmes liant des morceaux du modèle politique occidental et des interprétations religieuses pour se donner un vernis de légitimité islamique. C'est ce que font les dirigeants saoudiens, qui sont à la tête d'un des régimes les plus autocratiques au monde, quand ils déclarent que la démocratie est incompatible avec l'Islam, préférant développer ce qu'ils appellent le " gouvernement participatif ". Pourtant, une majorité de théologiens musulmans estime que l'Islam est compatible avec la démocratie, ou au moins avec ce qu'ils appellent la démocratie, c'est à dire : le respect de la loi, l'égalité entre les citoyens, la juste distribution des richesses, la justice et la liberté d'expression et d'assemblée. La possibilité de choisir ses dirigeants fait par contre débat. Les pressions en faveur de la démocratie s'accroissent, en partie à cause des petits États du Golfe qui se démocratisent et de l'organisation des élections

irakiennes, et, se sentant menacée, l'Arabie saoudite a rejoint le mouvement de réformes en annonçant des élections municipales partielles. Les élections ont lieu à Riyadh le 10 février, puis dans la région pétrolière de l'Est le 2 mars et dans le Sud et l'Ouest le 21 avril. Cependant, ces élections ne font qu'élire la moitié des conseils (l'autre moitié reste nommée), les femmes n'ont toujours pas le droit de vote et la commission électorale est dirigée par un prince de la famille royale, ce qui laisse penser que rien ne changera.

Malgré les appels à la participation à ces élections par le prince Abdullah, la population s'est peu enregistrée sur les listes électorales. Cela pourrait être interprété en Occident comme une preuve que la population apprécie le statu quo mais pour les intellectuels saoudiens c'est l'absence de débat et de liberté d'expression et d'assemblée qui est la cause de ce manque d'entrain.

L'emprisonnement de réformateurs pétitionnaires et le manque d'impact de certaines réformes n'ont pas donné confiance aux Saoudiens.

Certains Saoudiens espèrent toujours l'arrivée d'un prince réformateur mais cela n'arrivera pas ; il n'y a que les vieux princes qui jouent avec la démocratie en s'accrochant au pouvoir.

Martin Walker



Ancien correspondant du *Guardian* à Moscou et Washington, Martin Walker est le rédacteur en chef d'United Press International.

« Les États-Unis à Bagdad, les Israéliens et les Iraniens déterminent le futur politique des Arabes »

Source : Al Quds Al Arabi

Référence : « Les États-Unis à Bagdad, les Israéliens et les Iraniens déterminent le futur politique des Arabes », par Martin Walker, *Alqods Alarabi*,

Il y a deux ans, en plein préparatifs de l'attaque contre l'Irak, les responsables de l'administration Bush nous ont convaincu que le chemin menant à la paix au Proche-Orient passait par Bagdad. Toutefois, il y'a quelques mois, l'ancien conseiller de sécurité nationale **Zbigniew Brzezinski** et l'ancien général en chef des forces états-uniennes au Moyen Orient Anthony Zinni ont affirmé le contraire : la stabilité en Irak passe par une paix au Proche-Orient.

Toutefois, la secrétaire d'État états-unienne Melle **Condoleezza Rice** va se rendre compte grâce à sa tournée actuelle en Europe et au Moyen-Orient que le chemin de la paix et de la stabilité à Bagdad et à Jérusalem passe maintenant par Téhéran. A ce titre, si Israël décide de mener une attaque préventive contre les centres nucléaires iraniens, l'une des réactions iraniennes sera d'inciter le Hezbollah à mener des représailles contre Israël par des attaques menées depuis le sud du Liban et qui peuvent facilement toucher le cœur de la zone industrielle israélienne, la ville de Haïfa.

En l'absence de forces arabes dans la région, il existe actuellement trois acteurs principaux sur la scène du Moyen Orient : Israël, l'Iran et les États-Unis. Ainsi, les décisions les plus importantes concernant l'avenir du Moyen Orient sont prises à Téhéran, Jérusalem et Washington. Mais où se positionne l'Europe dans ce jeu ?

En fait, alors que l'Iran refuse de reprendre ses négociations avec Washington sur la question nucléaire, il a décidé de discuter avec les Européens. L'Europe a été déçue de voir Melle Rice refuser de prendre part aux discussions entre Téhéran et l'Union européenne. Or, pour les Iraniens, sans les États-Unis il ne sera pas possible de signer un accord. Les États-Uniens veulent simplement s'assurer que les Iraniens ne détiennent pas d'armes nucléaires.

Les Arabes aujourd'hui ont peur. Ils ont essayé tous les régimes possibles, du Nationalisme arabe à la modernisation à travers le Communisme, le Capitalisme et l'appartenance Islamique, mais en vain. Les États-Uniens à Bagdad, les Israéliens à Jérusalem et les Iraniens à Téhéran sont devenus les seuls décideurs de l'avenir du monde arabe. Si les États-Uniens ou les Israéliens essaient de détruire la capacité nucléaire iranienne, le Moyen Orient explosera. Pour éviter cela, ils devront arriver à un accord avec l'Iran, où les Chiites représentent la majorité absolue, pour pouvoir déterminer le futur de toute la région.

Boutros Boutros-Ghali



Boutros Boutros-Ghali est ancien secrétaire général de l'ONU. Il est président de la Commission nationale égyptienne pour les Droits de l'homme. Il est président du South Center.

« L'ONU a besoin de réforme affirme Ghali »

Source : Gulf News

Référence : « UN needs reforms, says Ghali », par Boutros-Boutros Ghali, *Gulf News*, 14 février 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Le **South Center** est un *think tank* créé par Julius Nyerere et vise à rassembler les pays en voie de développement. A l'époque de la Guerre froide, ces pays pouvaient se retrouver dans le mouvement des non-alignés mais depuis la victoire d'une seule des grande puissance, ce mouvement n'a plus de raisons d'être. Notre organisation vise à les rassembler à nouveau.

Le South Center a soumis au G77 regroupant les pays en voie de développement un rapport confidentiel sur les réformes de l'ONU qui sera bientôt rendu public. Il faut réformer l'ONU en posant les bonnes questions. L'ONU aujourd'hui se concentre sur les questions de sécurité et a abandonné totalement la question du développement aux organisations issues de Bretton Woods comme le FMI ou la **Banque mondiale**. Il faudrait étendre le nombre de membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU mais il sera difficile de décider en faveur de qui. Rien que pour l'Afrique, trois pays (l'Afrique du Sud, l'Égypte et le Nigeria) revendiquent cette place.

Aujourd'hui, l'ONU organise des opérations de maintien de la paix dans 16 zones et des erreurs ont sans doute été commises. On parle beaucoup du scandale de corruption du programme " **pétrole contre nourriture** " mais le vrai scandale est l'invasion de l'Irak par les États-Unis et l'intervention de l'OTAN en Bosnie et au Kosovo en ignorant l'ONU.

Rétrospectivement, lorsque j'étais secrétaire général de l'ONU, mes plus grandes réussites ont été l'arrêt des conflits au Mozambique et au Salvador et j'ai été heureux de voir Mandela devenir président. Mes plus grands échecs ont

été la Somalie et le Rwanda mais nous avons appris de ces erreurs cependant.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Païement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .